

Acte rendu exécutoire après :

- **transmission en Préfecture le** : -6 AVRIL 2023
- **publication le** : -6 AVRIL 2023

Rapport présenté par G. HUG

Session ordinaire	Par visio-conférence Début : 9h30 / Fin : 10h20
Convocation, ordre du jour et rapport préparatoire transmis le	21 mars 2023
Convocation et ordre du jour publiés électroniquement le	21 mars 2023
Présidence	Gérard HUG
Secrétaire de séance	Myriam PARIS

Délégués statutaires	16	
Délégués présents	9	Myriam PARIS – Bertrand BURGER – Eric STRAUMANN – Lucien MULLER – Gérard HUG – Claude BRENDER – Odile UHLRICH-MALLET – Christelle LEHRY – Nicolas BRUTIN
Procurations	3	Myriam PARIS, procuration de Céline KERN-BORNI Nicolas BRUTIN, procurations de Lionel ROUILLON et Jean-Laurent KISTLER
Absents non représentés	4	Franck FAVRE – Christian ZIMMERMANN – Yann QUIQUANDON – Philippe THENOZ

**DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION, L'EXPLOITATION,
L'AMENAGEMENT ET LE DEVELOPPEMENT DU DOMAINE INDUSTRIAL-
PORTUAIRE DU PORT RHENAN DE COLMAR / NEUF-BRISACH**

**CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC : ANNEXE 25 –
PLAN D'AFFAIRES PREVISIONNEL**

Le plan d'affaires prévisionnel (Annexe 25) du contrat de délégation de service public prévoit que le port est « *susceptible de bénéficier de subventions européennes* » à hauteur de 1 520 000 €.

Faute d'inscription au Réseau Transeuropéen de Transport (RTE-T), le Port Rhénan Colmar Neuf-Brisach n'est à ce jour pas éligible.

Par courrier du 27 novembre 2020, la Région Grand Est s'était portée garante de l'aide européenne jusqu'à 50% sous réserve que certains autres membres du Syndicat la complète : les EPCI de Colmar Agglomération et Alsace Rhin Brisach notamment en raison des retombées économiques pour le territoire, des investissements réalisés et des services rendus par le Port aux industriels locaux et ceux de son hinterland.

A ce jour, quatre scénarios sont envisageables :

1- Demander à l'Etat de compléter le financement du Port (SEMOP) au titre du fonds d'amorçage post-CNPE et porter son aide de 4 000 000 € à 4 750 000 €.

2- Demander une contribution aux deux EPCI pour compléter le financement conformément aux conditions prévues par la Région Grand Est.

3- Le Syndicat se porte garant de l'aide européenne avec la Région Grand Est sans pour autant demander une contribution à ses membres.

4- Réduire à hauteur de 1 520 000 € le plan d'investissement de la SEMOP.

Il est proposé au Comité Syndical d'en débattre.

Le Comité Syndical, après en avoir pris connaissance et avoir délibéré,

- **PREND ACTE** des informations partagées, en précisant qu'il souhaite maintenir en l'état le plan d'investissement prévu par la SEMOP, privilégier une demande à l'Etat de compléter le financement du Port au titre du fonds d'amorçage post-CNPE et prévoir en dernier recours que le Syndicat puisse de substituer sans demander une contribution à ses membres ;
- **AUTORISE** le Président à signer un avenant à la convention de financement à intervenir ou tout autre document nécessaire à la mise en œuvre de cette décision.

Adopté à l'unanimité
Pour extrait conforme

Le Président,
Gérard HUG

